EESC info
European Economic and Social Committee
A bridge between Europe and organised civil society

July 2021 | FR

Podcast – Le point de vue des citoyens – S2, E3: Un nouveau récit pour l'Europe

Votre navigateur ne permet pas de lire le fichier audio.

La crise de la COVID-19 a mis en évidence l'importance de la solidarité entre les États membres, les institutions et les citoyens de l'Union européenne. À la lumière de cette expérience, nous allons examiner en quoi la conférence sur l'avenir de l'Europe, dont le coup d'envoi vient d'être donné, constitue une nouvelle et importante étape sur la voie d'une réflexion commune concernant notre avenir européen commun.

Christa Schweng, la présidente du CESE, présente le **nouveau récit pour l'Europe** pour lequel militera le Comité en tant qu'observateur au sein du conseil exécutif de la conférence sur l'avenir de l'Europe, et s'engage à mobiliser le vaste réseau du Comité, qui couvre tous les pans de la société civile organisée, pour assurer une participation la plus large possible.

Guy Verhofstadt, député au Parlement européen, membre du conseil exécutif de la conférence et ancien Premier ministre belge, qui a proposé en 2001 la déclaration de Laeken ayant ouvert la voie à la Convention européenne, souligne également que l'Europe se trouve à la croisée des chemins et qu'il est temps pour elle d'écrire la suite de son histoire *en partenariat* avec les citoyens.

Lorenzo Consoli, correspondant auprès de l'UE et grand spécialiste des affaires européennes, affirme qu'en trente années passées à Bruxelles, il n'a jamais vu l'Union se lancer dans un exercice démocratique paneuropéen aussi ambitieux. (dm)

This page is also available in:

Available Languages:

ES BG CS DA EN DE ET FR EL GA HR IT LV LT HU MT
NL PL PT FI RO SK SL SV

ÉDITORIAL



Éditorial

Une pincée d'optimisme avant l'été

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous débutons cet été avec de bien meilleures nouvelles que l'année dernière. Fin juillet, près de 70 % des adultes de l'UE devaient avoir reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19. Il redevient possible de voyager, bien que cela reste compliqué. Et le lancement du fonds NextGenerationEU progresse rapidement.

Le mois de juillet marque traditionnellement le début d'une nouvelle présidence du Conseil de l'UE. Cette fois, la tâche incombe à la Slovénie et le CESE se réjouit à l'idée d'une coopération

étroite tout au long de ces six mois. Nous travaillerons sur des avis exploratoires demandés par la présidence, portant sur des sujets tels que l'éducation et la formation des adultes, la numérisation inclusive et les chaînes alimentaires équitables. Nous espérons également que la situation épidémiologique nous permettra d'organiser diverses manifestations en présentiel en Slovénie, afin d'exploiter au mieux les possibilités de mise en réseau.

Bien que nous soyons à la veille de la pause estivale, nous prévoyons encore nos activités pour cet automne. L'une de nos priorités est la participation à la conférence sur l'avenir de l'Europe. En septembre, nous lancerons nos activités «Investir l'échelon local» dans tous les États membres de l'UE. Nos membres organiseront, en coopération avec les organisations nationales, régionales et locales de la société civile, un certain nombre de discussions. L'objectif est d'écouter la société civile au niveau local et de contribuer à l'élaboration d'un nouveau récit sur l'Europe. Nous attendons avec impatience la tenue de ces échanges, car ils aboutiront sans nul doute à de nombreuses idées originales.

Une autre priorité pour septembre sera le suivi de la mise en œuvre du fonds NextGenerationEU, et en particulier de la facilité pour la reprise et la résilience. Notre vaste réseau de praticiens connaissant la réalité sur le terrain dans les 27 États membres jouera un rôle clé à cet égard. Nous voulons aider à faciliter encore plus le lancement du fonds en identifiant les goulets d'étranglement et en soulignant ce qui fonctionne bien et ce qui pourrait être amélioré.

Mais avant cela, j'aimerais vous souhaiter à tous, chères lectrices et chers lecteurs, une excellente pause estivale, pleine de moments privilégiés avec vos familles et vos amis. Tout en respectant les restrictions en vigueur, faites le plein d'énergie et profitez des petits plaisirs qui redeviennent progressivement accessibles après de longs mois de rude contexte pandémique.

Christa SCHWENG

Présidente du CESE

À VOS AGENDAS

Le 13 juillet, à Bruxelles

table ronde de la jeunesse pour le climat et la durabilité

les 22 et 23 septembre 2021, Bruxelles

session plénière du CESE

«UNE QUESTION À …»



«Une question à …»

Dans notre rubrique «Une question à …», nous demandons aux membres du CESE de répondre à une question d'actualité qui nous paraît particulièrement pertinente.
Pour l'édition du mois de juillet, nous avons demandé à M. Cristian Pîrvulescu, président du groupe ad hoc sur les droits fondamentaux et l'état de droit, de nous faire part de ses réflexions sur la liberté d'expression.

"La liberté d'expression est un droit que nous devons chérir et défendre"

La violence apparaît de plus en plus comme le carburant principal des réseaux sociaux. Ce phénomène peut déboucher sur une violence verbale ou physique contre toute autorité, qu'elle soit politique, policière, institutionnelle ou privée. On a l'impression que sur les réseaux sociaux tout peut être dit, tout peut être défendu, le vrai comme le faux. Un individu peut, par exemple, ressentir son insatisfaction personnelle comme étant légitime et aller jusqu'à donner une gifle au chef de l'État en France.

Selon vous, en tant que président du groupe ad hoc sur les droits fondamentaux et l'état de droit, compte tenu de ce contexte, où doit-on placer la ligne rouge en ce qui concerne les droits fondamentaux et les libertés individuelles, notamment la liberté d'expression?

Cristian Pirvulescu: La liberté d'expression est centrale dans nos sociétés démocratiques. C'est un droit fondamental sans lequel la démocratie ne peut pas s'exercer. Il est d'ailleurs symbolique de constater que tout le monde ou presque s'en réclame, y compris ceux dont les intentions ne sont pas toujours la défense de la démocratie et des droits humains pour toutes et tous.

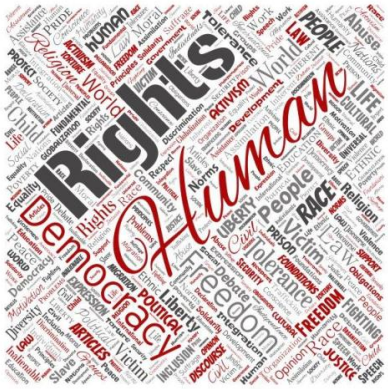
Cependant, la liberté d'expression est un droit qui est souvent mal compris. Beaucoup pensent qu'il s'agit d'un droit absolu et utilisent cet argument pour justifier toutes les dérives possibles. Or les dérives de langages préparent parfois le terrain à des violences réelles inacceptables. C'est ce que nous avons pu voir lors de certains événements tragiques ces derniers temps, qui mettent au centre des débats la question de la régulation des réseaux sociaux.

Juridiquement, ce sont les autorités étatiques qui ont la responsabilité de la mise en œuvre des droits. Elles peuvent limiter la liberté d'expression, mais seulement de manière très exceptionnelle et encadrée; il doit s'agir de mesures nécessaires dans une société démocratique, par exemple, à la sécurité nationale, à la prévention du crime, ou à la protection de la santé, etc. Dans un état de droit, c'est au juge qu'incombe le rôle de trancher les litiges et de baliser la ligne rouge. Ni l'exécutif, ni les individus ou les groupes ne peuvent se faire justice eux-mêmes!

La tentation est d'ailleurs classique pour les dirigeants de tenter de restreindre la liberté d'expression pour limiter les demandes et contestations populaires. Mais la censure à l'ancienne n'est plus possible à l'heure

des réseaux sociaux. Aussi constate-t-on un déplacement de la problématique vers le pendant de la liberté d'expression: le droit à l'information. Il est de nos jours très difficile de faire la part des choses entre les informations basées sur des faits réels et la désinformation propagée à diverses fins.

Ce qui est certain, c'est que les défenseurs d'une approche fondée sur la vérité – par exemple, les journalistes d'investigations, les défenseurs des droits humains – sont en première ligne. Si leur travail déplaît à certains dirigeants ou à certains groupes, il est désormais plus facile de les vilipender en ligne, de les faire passer pour des ennemis de la nation ou des agents de l'étranger dans les médias et sur les réseaux sociaux, plutôt que de les censurer. Un exemple nous vient directement à l'esprit, celui de la journaliste Daphne Caruana Galizia. Elle était sous le coup de plusieurs dizaines de poursuites légales abusives (les fameuses «poursuites-baillon» ou «SLAPP» en anglais) avant son assassinat. N'ayant pas pu la faire taire, certains ont décidé de la tuer! L'irruption de la violence contre les journalistes en Europe rend encore un peu plus évidente l'idée que la liberté d'expression est un droit que nous devons chérir et défendre avec vigueur dans cette nouvelle réalité.



Promouvoir une culture commune des droits fondamentaux en Europe

par Cristian Pîrvulescu, membre du CESE et président du groupe ad hoc sur les droits fondamentaux et l'état de droit

Le temps où les droits fondamentaux, l'état de droit et la démocratie pouvaient être considérés comme allant de soi sur notre continent est définitivement révolu. Il est devenu de plus en plus évident que ces valeurs doivent être défendues de manière proactive contre le populisme, les discours de haine, les attaques contre les minorités, le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile et la tendance de certains gouvernements à concentrer le pouvoir. Le groupe ad hoc sur les droits fondamentaux et l'état de droit du CESE a pour mission de promouvoir une culture des droits fondamentaux en Europe.

Ces dernières années, notre continent a été confronté à de nombreuses crises qui ont mis à rude épreuve l'ensemble des valeurs de l'UE consacrées à l'article 2 du traité. Depuis l'avènement du nouveau millénaire, les citoyens européens ont dû faire face à une multitude de ces défis, dont les plus notables ont été la crise financière de 2008 et les mesures d'austérité draconiennes qui ont suivi, la montée des menaces pour la sécurité et du terrorisme, le défi humanitaire majeur que constituent les situations désespérées des demandeurs d'asile, et la plus grande crise sanitaire depuis un siècle.

Le CESE ne pouvait pas rester les bras croisés, sans rien faire. En 2018, il a créé un **groupe ad hoc sur les droits fondamentaux et l'état de droit (DFED)** composé de 21 membres et à la présidence duquel j'ai eu l'honneur de succéder à mon collègue José Antonio Moreno Díaz. Au sein de ce groupe, la société civile peut exposer ses points de vue sur l'évolution de la situation des droits fondamentaux, de la démocratie et de l'état de droit dans les États membres.

Le groupe DFED organise des visites dans tous les États membres de l'UE, où il rencontre les partenaires sociaux, les organisations de la société civile (OSC), les professionnels du droit et des médias et les autorités

nationales. Sur la base de leurs observations, il rédige ensuite des rapports décrivant la situation dans chaque pays.

L'approche globale ne consiste pas à fournir une analyse juridique mais plutôt à faciliter un dialogue constructif sur des questions parfois très polarisées. Nous avons reçu des réactions très positives de la part des représentants des OSC, qui ont constaté que les rapports avaient effectivement stimulé les échanges nationaux.

Un autre objectif de premier plan du groupe DFED est de s'appuyer sur ces visites dans les pays pour mettre en évidence les tendances qui se dessinent en Europe. C'est la raison pour laquelle nous avons organisé notre première conférence en novembre 2019 afin de présenter l'image globale ressortant du rapport de synthèse des premières visites de pays. Nous organiserons une deuxième conférence en novembre 2021 en vue, cette fois, de réunir les parties prenantes pour débattre des rapports de la Commission européenne sur l'état de droit.

Notre objectif à moyen terme est de mettre en place un forum plus large de la société civile qui permettra à toutes les parties prenantes concernées de participer à des débats ouverts et inclusifs sur la défense des valeurs de l'UE. Dans l'intervalle, nous allons lancer sous peu une nouvelle rubrique web où les parties prenantes pourront partager des contributions écrites.

Le groupe DFED entend jouer son rôle dans le développement d'une culture européenne commune des droits fondamentaux, de l'état de droit et de la démocratie. En plus des visites de pays et des conférences, le groupe DFED a accordé une attention particulière à la crise de la COVID-19, en organisant des auditions sur son impact et sur la relance. Il a également élaboré deux avis d'initiative consacrés à l'impact de la COVID-19 et à la question de l'état de droit et des fonds pour la relance.

D'une manière générale, la principale valeur ajoutée du groupe DFED réside dans sa contribution à l'élaboration d'une vision socioéconomique des droits fondamentaux et de l'état de droit et à la création d'une coalition de tous les types d'organisation de la société civile, partenaires sociaux compris. Notre avis consacré à l'incidence de l'état de droit sur la croissance économique est emblématique de cette approche et de l'intérêt croissant que portent à ces questions les employeurs, les travailleurs et les forces de la société civile représentées au sein du groupe Diversité Europe du CESE. La participation active de tous les groupes est essentielle aux travaux du groupe DFED.

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



Notre invité surprise

Chaque mois, nous vous invitons à découvrir nos invités surprises, dont le travail et l'engagement sont perçus par d'autres comme une source d'inspiration. Pour l'édition de juillet

de CESE Info, nous avons invité le docteur Hans Henri Kluge, directeur régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Europe, et Johan Strid, directeur de *The Ocean Race Summits*.

Le 1er février 2020, le docteur Hans Henri Kluge a entamé son mandat de directeur régional de l'OMS pour l'Europe après sa nomination par le Comité régional de l'OMS pour l'Europe, puis sa désignation par le Conseil exécutif de l'OMS. Fort de vingt-cinq ans d'expérience dans la pratique médicale et la santé publique, il a exercé partout dans le monde dans des contextes variés.

Johan Strid a pris ses fonctions de directeur de *The Ocean Race Summit* en août 2020. Il exerçait auparavant les fonctions de secrétaire général du comité paralympique suédois, après avoir été secrétaire général de l'association des scouts et guides de Suède. Johan Strid possède une vaste expérience de la société civile: il a également été membre du conseil suédois de la jeunesse, de la Croix-Rouge suédoise ou encore vice-président d'ECPAT-Suède. Il a derrière lui une carrière d'entrepreneur et il a créé un certain nombre d'entreprises. Au niveau européen, il a présidé le conseil consultatif auprès de la direction de la jeunesse du Conseil de l'Europe, et il a siégé au Comité européen du scoutisme.



«L'avenir n'est pas gravé dans le marbre et l'évolution de la pandémie de COVID-19 est entre nos mains»

Entretien avec le docteur Hans Henri Kluge, directeur régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé

Comment envisagez-vous les effets de la campagne de vaccination en Europe?

Le nombre de personnes vaccinées contre la COVID-19 dans le monde depuis le 4 février 2019 dépasse le nombre de cas confirmés depuis le début de l'épidémie. À ce jour (le 17 juin), plus de 477 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées dans la région européenne.

Ce chiffre montre que nous avançons à grands pas: les taux d'hospitalisation et de décès ont reculé, notamment dans les pays où la couverture vaccinale est forte chez les personnes âgées. Cela prouve non seulement que la vaccination fonctionne, mais aussi que la stratégie consistant à vacciner d'abord les plus à risque, telle qu'elle a été définie par les comités consultatifs tant mondiaux que régionaux, puis mise en œuvre dans toute la région européenne de l'OMS, fonctionne également: pour sauver des vies, soulager les systèmes de santé et nous permettre de sortir le plus rapidement possible de la phase aiguë de la pandémie.

Si la vaccination joue un rôle important dans la baisse des taux d'hospitalisation et de décès, nous devons rester prudents car, même lorsqu'une personne est vaccinée, elle peut toujours être infectée et transmettre le virus. Nous devons continuer à appliquer les mesures sociales et de santé publique qui ont fait leurs preuves, tout en accélérant le rythme de la vaccination.

J’aimerais faire passer un message essentiel, à savoir que l’avenir n’est pas gravé dans le marbre et que l’évolution de la pandémie de COVID-19 est entre nos mains, car elle est déterminée par les actions des individus et de la société dans son ensemble.

Et quelle est la situation dans le monde?

L’un des messages clés est le suivant: il faut davantage d’équité. Les vaccins permettent de faire reculer les formes graves et les décès dans les pays qui ont la chance de disposer de quantités suffisantes pour couvrir les plus vulnérables, et les premiers résultats suggèrent que ces vaccins pourraient également réduire la transmission. La scandaleuse disparité de l’accès aux vaccins dans le monde reste l’un des principaux obstacles à l’éradication de la COVID-19.

À l’heure actuelle, 77 % de toutes les doses vaccinales dans le monde ont été administrées dans seulement 10 pays. Nous devons redoubler d’efforts pour garantir une répartition équitable des vaccins entre les différents pays et populations.

Un autre message, lié au précédent, est que la solidarité est essentielle. Le moment est venu de mobiliser toute la solidarité et le soutien nécessaires pour que personne ne soit laissé pour compte. Efforçons-nous d’atteindre une couverture vaccinale élevée dans chaque pays, en commençant par les plus à risque, de manière à faire un grand pas vers notre retour à la vie normale.

Lors de la 74^{e} Assemblée mondiale de la santé, le directeur général de l’OMS a appelé les États à soutenir un effort massif visant à vacciner au moins 10 % de la population de chaque pays d’ici septembre, ainsi qu’une campagne jusqu’en décembre afin d’atteindre notre objectif de vaccination d’au moins 30 % d’ici la fin de l’année. Nous faisons partie d’une communauté mondiale de la santé publique et, à ce titre, nous devons tous intensifier nos efforts.

Quels enseignements en tirer et comment être mieux préparés à l’avenir?

La 74^{e} Assemblée mondiale de la santé, qui s’est tenue du 24 mai au 1er juin, était axée sur la façon d’éradiquer la COVID-19 et de nous préparer pour la prochaine pandémie. Plus important encore, cette réunion a consisté en un énorme effort collectif pour tirer les leçons de l’actuelle pandémie.

L’OMS a commandé plusieurs études indépendantes et missionné divers groupes d’experts indépendants pour aider la communauté mondiale de la santé à améliorer sa réponse collective aux pandémies ou à d’autres urgences de santé publique de portée internationale.

Toutes ces études ont fourni des recommandations fortes et claires quant à un renforcement futur du rôle de l’OMS dans la réponse aux urgences sanitaires. À présent, nous devons traduire ces recommandations en actions concrètes. Cette tâche sera considérable et nécessitera un large engagement politique et financier, à la poursuite d’un objectif commun clair: sauver plus de vies, prévenir la perte de moyens de subsistance et assurer l’équité de notre réponse à la pandémie.

Des propositions ont été émises en vue d’un nouveau traité sur les pandémies, destiné à renforcer l’architecture sanitaire en matière de préparation et de riposte aux pandémies. Cette question sera examinée lors d’une session extraordinaire de l’Assemblée mondiale de la santé, en novembre.

Au sein de la région européenne, j’ai mis en place la «commission Monti», une commission paneuropéenne sur la santé et le développement durable, chargée de repenser les priorités stratégiques à la lumière des pandémies. Composée d’anciens chefs d’État, de scientifiques et d’économistes, de directeurs

d’établissements de santé ou d’aide sociale, ainsi que de dirigeants du monde des affaires et d’établissements financiers de toute la région européenne, cette commission tirera des enseignements de la façon dont les systèmes de santé de différents pays ont répondu à la pandémie de COVID-19 et émettra des recommandations sur les investissements et les réformes nécessaires pour améliorer la résilience des systèmes de santé et de protection sociale.

Comment l’Union européenne soutient-elle les efforts de lutte contre la COVID-19 à l’échelle mondiale et régionale?

L’Union européenne est l’un des premiers partenaires de l’Organisation des Nations unies (ONU) dans le monde.

Le processus d’adhésion à l’UE est un catalyseur de réforme essentiel et une source de motivation pour les pouvoirs publics, qui doivent progresser dans toute une série de domaines législatifs et politiques. Les programmes d’investissement de l’Union joueront un rôle clé pour inciter les institutions financières européennes et internationales à accroître les investissements publics et privés en faveur du partenariat avec les Balkans occidentaux et du partenariat oriental, et ce, notamment dans le secteur de la santé. Nous saluons également les investissements que l’UE réalise dans le domaine de la santé sous la forme de financements et d’actions conjointes avec le Bureau régional de l’OMS pour l’Europe (OMS/Europe) dans des pays non membres de l’UE.

En cette période de (l’après-)pandémie, l’OMS/Europe s’emploie à nouer des alliances et à élaborer des stratégies conjointes entre l’ONU et l’UE, dans le but de faire progresser le processus d’adhésion à l’UE dans la sous-région des Balkans occidentaux, et de renforcer l’espace démocratique et économique dans les pays du voisinage de l’Union.

L’OMS/Europe s’efforce de mettre à profit son rôle prépondérant dans le domaine de la santé afin d’harmoniser, de soutenir et d’accélérer activement les partenariats et collaborations stratégiques dans les sous-régions européennes, puisqu’ils constituent la pierre angulaire de nos progrès en matière de santé dans l’optique de la mise en œuvre du programme de travail européen (PTE) de l’OMS pour la période 2020-2025 et de la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030.



«Nous devons tous faire ce que nous pouvons pour améliorer la santé de la planète»,

affirme Johan Strid, directeur du Oceans Race Summit

«Pourquoi The Ocean Race, une course à la voile, aurait-elle vocation à favoriser l’élaboration de nouvelles politiques améliorées afin de remédier à certains des problèmes les plus urgents auxquels fait face notre Planète bleue?» On me pose souvent cette question et je réponds que nous devons tous faire ce que nous pouvons pour améliorer la santé de la planète et, en ce qui nous concerne, plus particulièrement celle de notre terrain de jeu qu’est l’océan.

Nous avons un seul océan, mais il est protégé et gouverné d'une manière fragmentée. Lorsque s'ajoute à cela l'impact du changement climatique, notre milieu marin court droit au désastre. Les navigateurs qui participent à The Ocean Race prennent mieux le pouls que la plupart des gens sur cette planète de l'océan et la mesure de son déclin. Nous devons instaurer de toute urgence un meilleur système fondé sur la collaboration.

En nous inspirant du document novateur du CESE intitulé «**Vers une charte européenne des droits fondamentaux de la nature**», nous chercherons à savoir si le fait de reconnaître à l'océan ses propres droits légaux peut permettre de mieux le protéger et le gérer.

The Ocean Race est l'épreuve la plus difficile qui soit pour une équipe de sport. Nous pouvons tirer parti de la détermination qui accompagne ce défi à l'échelle mondiale pour répondre à la nécessité d'améliorer les politiques mondiales relatives aux océans. Nous ne sommes ni un gouvernement, ni une ONG, ni une institution universitaire, ni une entreprise. Nous sommes une compétition sportive. Cela nous offre une plateforme indépendante et de grande portée au sein de laquelle nous pouvons réunir des personnes de tous les secteurs de la société dans le cadre d'un dialogue sur les solutions pour l'océan. Voilà pourquoi nous organisons les Ocean Race Summits.

À ce jour, nous avons organisé onze sommets, dont le plus récent s'est tenu le 16 juin dernier; il a mis l'accent sur l'Europe, avec la participation d'**Ursula von der Leyen**, présidente de la Commission européenne, de **Cilian Lohan**, vice-président du CESE, et de **Virginijus Sinkevičius**, commissaire européen chargé de l'environnement, des océans et de la pêche.

D'ici septembre 2023, nous organiserons huit autres sommets en choisissant des lieux emblématiques situés sur tous les continents. Ils rassembleront des acteurs mondiaux représentant les gouvernements, la science, l'industrie, les ONG, les médias et le sport, ainsi que des défenseurs passionnés des océans, afin de proposer des solutions et des engagements pour résoudre les problèmes auxquels nos mers sont confrontées. Nous utilisons des méthodes de travail innovantes qui tirent parti de l'impulsion, des compétences et de la créativité de tous les participants à nos laboratoires d'action. Cette série de manifestations de haut niveau permettra d'élaborer un catalogue de propositions pour améliorer les politiques mondiales relatives aux océans, qui auront pour fondement les droits de l'océan.

Outre ces sommets, The Ocean Race met en œuvre un programme de durabilité récompensé qui repose sur le fait que nous avons la responsabilité d'inscrire la durabilité au cœur de nos activités et de laisser un héritage positif aux générations futures. Notre programme d'apprentissage apprend aux enfants et aux jeunes comment aider l'océan. Les équipements scientifiques présents à bord des bateaux participants aident à collecter des données précieuses. Lors de nos escales, nous n'utilisons pas de plastique à usage unique, nous choisissons des denrées alimentaires durables et mettons en place une stratégie responsable pour les émissions de gaz à effet de serre avec pour objectif de n'employer que de l'énergie renouvelable.

Nous voulons montrer au monde qu'il n'est pas seulement possible d'organiser une manifestation sportive d'envergure mondiale qui soit totalement durable, mais qu'il est surtout impossible de ne pas opter pour la durabilité.

Pour nous, le CESE est un partenaire très précieux. Vous représentez la société civile organisée en Europe et vous avez voix au chapitre lorsque l'UE prend des décisions. Votre plateforme correspond en grande partie à ce que nous voulons mettre en place grâce aux Ocean Race Summits, à savoir un lieu de rencontre pour toutes les forces qui souhaitent contribuer à un océan en meilleure santé, qui représente tous les secteurs de la société à l'échelle mondiale. J'espère que nous pourrons, ensemble, nous appuyer sur notre expérience

d'action commune acquise lors du Ocean Race Summit et coopérer pour faire en sorte que les gouvernements, les entreprises, les ONG et les institutions prennent des engagements en faveur de l'océan. Le réseau mondial des entreprises, des syndicats, des organisations du CESE et de ses membres est un atout très important pour œuvrer en faveur d'un océan en bonne santé. Vos travaux qui ont porté sur la charte des droits fondamentaux de la nature constituent un excellent point de départ sur lequel on peut s'appuyer.

Nous sommes reconnaissants pour la coopération avec le CESE et nous nous réjouissons de poursuivre nos travaux afin d'obtenir, à l'échelle mondiale, une reconnaissance juridique des droits de la nature et de l'océan.



Herman van Rompuy: The old poet speaks gently

We are delighted to host a new selection of haikus by Herman Van Rompuy, former President of the European Council, as part of our series "The old poet speaks gently.

These haikus were originally written in French

Herman van Rompuy: The old poet speaks gently

***
Like every year the flowers
Are on their way to their appointment
More faithful than people

***
A vast forest
With spaces of shadow and light
Like life

***
Everywhere in the world
Poets sing of life and nature
This sharing makes peace



Herman van Rompuy: Le vieux poète parle doucement

Nous avons le plaisir de poursuivre la publication de la série de haïkus, sous le titre commun "Le vieux poète parle doucement", qui nous a été offerte par leur auteur Herman van Rompuy, ancien président du Conseil européen.

***

Comme chaque année les fleurs
Sont sur leur rendez-vous
Plus fidèles que les hommes

***

Une vaste foret
Aux espace d'ombre de lumière
Comme la vie

***

Partout dans le monde
Les poètes chantent la vie et la nature
Ce partage fait la paix

NOUVELLES DU CESE

La Slovénie assume la présidence de l’UE à un moment critique pour l’Europe

Le 1er juillet 2021 a marqué le début de la présidence slovène du Conseil de l’Union européenne, à un moment où l’Europe aspire à se relancer, à reconstruire en mieux et à sortir plus forte de la pandémie de COVID-19.

La deuxième présidence de la Slovénie depuis son adhésion à l’UE en 2004 sera placée sous le mot d’ordre «Ensemble. Résiliente. Europe», trois mots qui témoignent de ce que seront ses grandes priorités. Comme la présidence slovène l’a elle-même formulé, «pour renforcer la résilience, l’interdépendance, la coopération et la solidarité de tous pour le bien de chaque citoyen européen seront plus importantes que jamais».

Le programme de la présidence slovène met en avant quatre grandes priorités:

- renforcer la **résilience** de l'UE face à différents types de crise, à l'image de la pandémie de COVID-19, et poursuivre les travaux entrepris par les présidences précédentes de l'Allemagne et du Portugal pour renforcer la cyber-résilience de l'UE;
- gérer la **relance** économique et sociale après la pandémie, tout en facilitant la transition vers des formes d'économie plus avancées sur le plan technologique et plus respectueuses de l'environnement;
- promouvoir la **conférence sur l'avenir de l'Europe**, qui sera la thématique centrale du **forum stratégique de Bled** début septembre, où sont attendus de très nombreux participants venus des rangs de diverses institutions de l'UE;
- garantir et renforcer l'art de vivre européen, y compris le **respect de l'état de droit**.

En poursuivant ces priorités, la Slovénie œuvrera pour une Union européenne crédible et sûre, capable d'assurer la sécurité et la stabilité dans son voisinage. Une attention particulière sera accordée aux **Balkans occidentaux** et à la poursuite crédible du processus d'élargissement de l'UE dans cette région. En octobre 2021, la Slovénie prévoit d'organiser dans un cadre informel le **sommet UE-Balkans occidentaux.** Le **forum de la société civile des Balkans occidentaux du CESE**, qui doit être organisé fin septembre, débouchera sur la formulation de recommandations émanant de la société civile organisée à titre de contribution au sommet.

Le CESE veillera à ce que la voix de la société civile organisée soit entendue en élaborant **cinq avis exploratoires**, à la demande de la présidence slovène, qui aborderont des thèmes aussi variés que la formation des adultes et les chaînes d'approvisionnement alimentaire équitables. Les avis exploratoires en question sont les suivants:

1. «Éducation et formation des adultes»;
2. «Les principales composantes d'un emploi durable et de qualité, pendant et après la reprise»;
3. «Tirer parti des possibilités économiques et sociales offertes par la numérisation et améliorer la transformation numérique de l'économie, en particulier des PME, en mettant l'accent sur une intelligence artificielle centrée sur l'être humain et sur les données»;
4. «Améliorer les niveaux d'inclusivité, de sécurité et de fiabilité de la numérisation pour tous»;
5. «Vers une chaîne d'approvisionnement alimentaire équitable».

Le CESE se réjouit de pouvoir collaborer avec le gouvernement slovène dans le cadre d'initiatives et manifestations conjointes, et il apportera son soutien à la présidence slovène par l'intermédiaire de son réseau étendu dans la société civile organisée d'Europe. Le Comité constate avec satisfaction qu'il a d'ores et déjà été invité aux **tables rondes consacrées à la conférence sur l'avenir de l'Europe** que le Slovénie a prévu d'organiser, ainsi qu'au forum stratégique de Bled.

De plus amples informations sur la présidence slovène peuvent être consultées à l'adresse suivante:

https://slovenian-presidency.consilium.europa.eu/fr/. (st)



Conférence sur l'avenir de l'Europe: le CESE mènera des consultations aux quatre coins de l'Europe

La présidente du Comité économique et social européen, Christa Schweng, a lancé les activités officielles du Comité en lien avec la conférence sur l'avenir de l'Europe (en anglais: CoFoE) au moyen d'une séance en direct de questions-réponses. L'événement #CoFoE – Rapprocher le projet européen des citoyens a permis d'exposer les points de vue et les attentes de la société civile organisée concernant la conférence. Il a également mis en lumière l'importance de dialoguer avec les personnes extérieures à la bulle bruxelloise et a fourni l'occasion d'engager une réflexion collective en préparation des prochaines consultations citoyennes.

Christa Schweng, la présidente du CESE, a affirmé que le Comité procéderait à des prises de contact dans tous les États membres afin de garantir une représentation équilibrée: «Nous associerons les employeurs, les travailleurs et l'ensemble de la société civile organisée, et nous transmettrons leurs points de vue à la conférence sur l'avenir de l'Europe.» Elle a également fait référence à la résolution du CESE adoptée récemment, qui propose de définir un nouveau récit pour l'Europe.

La vice-présidente de la Commission, **Dubravka Šuica**, a affirmé: «La manière de faire de la politique a changé au sein de l'Union. Pour la toute première fois, la conférence place les citoyens au cœur de l'élaboration des politiques dans l'UE. Grâce à la conférence, les citoyens et la société civile peuvent, ensemble, s'approprier l'édification de l'Europe de demain.»

Eva Maydell, députée au Parlement européen, a souligné que «notre mission est de faire en sorte que la conférence sur l'avenir de l'Europe soit porteuse de sens pour les citoyens».

Les travaux du CESE concernant l'élaboration d'un nouveau récit pour l'Europe ont été dirigés par les présidents des trois groupes qui composent le Comité: **Stefano Mallia** (employeurs), **Oliver Röpke** (travailleurs) et **Séamus Boland** (Diversité Europe).

Cillian Lohan, le vice-président du CESE chargé de la communication, a conclu la discussion en affirmant que les consultations menées par le CESE concernant la conférence sur l'avenir de l'Europe seront menées aux quatre coins de l'Europe et seront les plus exhaustives possible.

Il est prévu que la conférence remette ses conclusions d'ici au printemps 2022, après quoi les institutions de l'Union se pencheront sur ce qu'ont exprimé les citoyens.

Visionnez la manifestation de lancement #CoFoE – Rapprocher le projet européen des citoyens sur le compte Twitter @EU_EESC du CESE ou sur Facebook. (ks)



«Le pacte vert pour l'Europe sera juste ou ne sera pas»

Lors de la session plénière du CESE de juin dernier, Frans Timmermans a annoncé des mesures destinées à protéger les plus vulnérables contre l'éventuelle extension du système de tarification du carbone aux combustibles et carburants utilisés pour le chauffage et le transport, et écouté les propositions du CESE visant à améliorer, grâce au dialogue social, le processus décisionnel des entreprises en matière de transition écologique.

Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne, a été reçu par le CESE. À cette occasion, sa présidente, **Christa Schweng**, a déclaré: «Le pacte vert pour l'Europe est une stratégie de croissance ambitieuse qui doit permettre à l'Union européenne de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050 et de donner une impulsion à l'économie; il y a lieu cependant d'en renforcer la dimension sociale et les aspects relatifs au travail, à la santé et à l'équité, afin de veiller à ce que personne — individu, communauté, travailleur, secteur, région ou pays — ne soit laissé pour compte.»

M. **Timmermans** a affirmé que la dimension sociale de la transition verte était la préoccupation première de la Commission, étant donné que la pandémie a fait exploser les disparités sociales. Il a décrit les principaux éléments du paquet «Ajustement à l'objectif 55» qui doit être publié le 14 juillet.

Comme l'a expliqué M. Timmermans, ce train de mesures permettra d'«ancrer l'équité sociale dans les nouvelles propositions»:

- en répartissant équitablement le fardeau de l'action en faveur du climat entre les secteurs, les gouvernements et les particuliers, et
- en introduisant un mécanisme social afin d'atténuer les effets, pour les plus vulnérables, de mesures telles que l'extension éventuelle du système d'échange de quotas d'émission aux combustibles et carburants utilisés pour le chauffage et le transport.

«Nous devons protéger les ménages vulnérables contre d'éventuelles hausses de prix de ces combustibles et carburants, en particulier dans les régions où les options "propres" ne sont pas facilement accessibles», a déclaré M. **Timmermans**. «Dès lors, si nous mettons en place un système d'échange de droits d'émission pour ces carburants, nous devons également aller plus loin dans notre engagement en faveur de l'équité sociale. Toute proposition relative à l'échange de droits d'émission dans ces nouveaux secteurs doit être accompagnée d'une proposition relative aux répercussions sociales.»

Dans le cadre du débat, M. **Timmermans** a pris connaissance de la contribution du CESE à l'élaboration d'un pacte social faisant partie intégrante du pacte vert. Les propositions du CESE, présentées par le rapporteur, **Norbert Kluge**, dans l'avis intitulé ***Pas de pacte vert sans pacte social***, mettent l'accent sur une plus grande participation des travailleurs au processus décisionnel des entreprises et sur la responsabilité sociale des entreprises.

«Nous pensons que faire entendre la voix des travailleurs permet d'améliorer la qualité des décisions économiques que prennent les entreprises lorsqu'elles effectuent leur transition écologique», a précisé M. **Kluge**.

«L'information et la consultation des travailleurs ainsi que leur participation au niveau des conseils d'administration tendent à favoriser une approche à plus long terme et à améliorer la qualité de la prise de décision dans le cadre d'un programme de réformes économiques», a-t-il ajouté.

Toutefois, le CESE souligne qu'un pacte social, en tant que composante essentielle du pacte vert, ne peut se cantonner au domaine du travail. Il concerne également l'aide au revenu, la sécurité sociale et le soutien budgétaire pour toutes les personnes qui en ont besoin, notamment celles qui n'ont aucunement accès à l'emploi. (dm)



La reprise et la reconstruction de l'après-pandémie doivent avoir la priorité pour l'avenir de l'Europe

Les grandes priorités de l'Union pour l'avenir proche doivent notamment consister à remettre l'économie européenne sur la bonne voie afin d'assurer une transition durable et d'apporter la prospérité à la population et aux entreprises européennes. Telle est l'idée maîtresse de la *Résolution sur la contribution du CESE au programme de travail de la Commission européenne pour 2022* que le Comité a adoptée lors de sa session plénière de juin.

Dans cette résolution, le CESE affirme que la «reprise» et la «reconstruction» devraient constituer les deux mots d'ordre au sortir de la pandémie. Il convient de s'appuyer tant sur les investissements que sur les réformes pour surmonter la crise économique et sociale, et renforcer la résilience de l'Europe face aux chocs futurs, sur la base d'une croissance inclusive et durable, d'un travail décent et d'une justice sociale.

Les grands piliers de cette action devraient être les suivants:

- exploiter tout le potentiel du marché unique;
- réaliser les objectifs de développement durable;
- créer une économie circulaire et parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050;
- garantir la bonne gouvernance et la responsabilité démocratique.

La présidente du CESE, **Christa Schweng**, a commenté l'adoption de la résolution en ces termes: «*J'ai la conviction que les recommandations du Comité, que nous fournissons avec une bonne longueur d'avance, apporteront une précieuse contribution au prochain programme de travail de la Commission. Nous restons totalement engagés dans notre soutien aux six grandes ambitions qu'elle a définies, ainsi que dans notre volonté d'accomplir notre mission, qui est d'aider à traduire ces visées en réalités, en facilitant le dialogue au sein de la société civile et avec les institutions européennes.*»

M^me^ Schweng a encore ajouté que la participation de tous les citoyens à la démarche, effectuée par l'intermédiaire des organisations de la société civile, aurait pour effet d'asseoir sur des bases véritablement

démocratiques le processus de la reprise, ainsi que de la redéfinition de l'Europe de demain: «*Je compte que lorsqu'elle élaborera ses priorités de l'an prochain, la Commission prendra en considération ces propositions de la société civile organisée européenne.*»



La nouvelle stratégie de l'Union en matière de lutte contre le cancer est une formidable occasion pour protéger la santé des Européens

Alors même que tout laisse à penser que le cancer deviendra la principale cause de mortalité dans l'UE, le Plan européen pour vaincre le cancer arrive certainement à point nommé. Le CESE accueille favorablement ce plan, qui constitue une étape importante dans la lutte contre le cancer. Il reste toutefois des formes d'inégalités régionales et sociales non résolues et, partant, des marges de progrès.

Le CESE soutient fermement le nouveau plan de la Commission qui prévoit 4 milliards d'euros pour financer des mesures contre le cancer. Il s'agit du premier document stratégique axé sur la lutte contre le cancer depuis 1990.

«*L'UE a besoin d'un nouveau plan Marshall pour l'oncologie, et ce texte constitue un pas dans la bonne direction. Nous ne devons pas laisser passer cette chance*», a souligné **Małgorzata Anna Bogusz**, rapporteure de l'avis du CESE sur le **«Plan européen de lutte contre le cancer»**.

«*Le plan est adapté à sa finalité car il couvre de nombreux aspects essentiels de la lutte contre le cancer*», a déclaré **Milena Angelova**, corapporteure de l'avis.

La mortalité et la morbidité sont corrélées au type de cancer ainsi qu'à la localisation et au gradient social du patient. Nous devons donc concentrer nos efforts sur les disparités régionales concernant les infrastructures, et sur les déséquilibres sociaux en matière d'emploi et de genre.

Il insiste également sur le besoin d'une prévention efficace des formes de cancers d'origine professionnelle, et demande que davantage de recherches soient consacrées à l'exposition aux agents cancérigènes, mutagènes et perturbateurs endocriniens, ainsi qu'aux causes des cancers professionnels, en particulier chez les femmes.

Last but not least, the opinion emphasises the key role to be played by the social partners and civil society organisations when it comes to raising awareness and promoting healthy lifestyle campaigns. (at)



La société civile doit se voir reconnaître un rôle actif dans la défense des valeurs de l'Union européenne

Le Comité économique et social européen a réaffirmé l'engagement qui est le sien de collaborer avec la Commission et d'autres institutions européennes pour défendre et mettre en œuvre les valeurs fondamentales de l'Union, notamment l'état de droit, les droits fondamentaux et la démocratie.

Le 10 juin dernier, lors de la session plénière du Comité, un débat sur les valeurs européennes s'est tenu avec **Didier Reynders**, le commissaire à la justice. À cette occasion, le CESE a plaidé pour un renforcement de la participation démocratique des organisations de la société civile et des citoyens au niveau de l'Union, de sorte que leur engagement ne se limite pas aux élections et que puisse ainsi s'instaurer un dialogue civil constructif. Les membres du CESE ont aussi insisté avec force sur la reconnaissance des droits sociaux et économiques en tant que droits fondamentaux dans l'Union.

En plénière, le CESE a présenté et adopté ses avis sur le «Plan d'action pour la démocratie européenne» et la «Nouvelle stratégie visant à renforcer l'application de la charte des droits fondamentaux», où il apporte son soutien aux initiatives récentes de la Commission qui visent à protéger les valeurs démocratiques et les droits des citoyens au sein de l'Union.

Comme l'a affirmé **Christa Schweng, présidente du CESE**: «Partout, les valeurs de l'Union sont remises en question; celles-ci ne peuvent être considérées comme définitivement acquises, même dans des pays forts d'une longue tradition démocratique. La société civile attend beaucoup de la réponse de l'Union et souhaite participer activement aux discussions nationales et européennes autour de la défense de ces valeurs.»

M. Reynders a déclaré pour sa part: «Bon nombre de problèmes vont nécessiter une approche englobant l'ensemble de la société et une coopération internationale, grâce à une action coordonnée des pouvoirs publics, de la société civile, des chercheurs, des vérificateurs de faits, du secteur privé, des médias et des citoyens. Je me réjouis de la coopération fructueuse avec votre Comité à cet égard.»

Dans son avis sur la stratégie relative à la charte, le CESE a appelé de ses vœux des mesures destinées à protéger et à soutenir les organisations de la société civile, avec notamment un mécanisme d'alerte qui permette de repérer et de signaler le harcèlement. Le Comité a également demandé que les partenaires sociaux soient davantage associés à la promotion et à la mise en œuvre des droits consacrés par la charte.

Dans son avis sur le plan d'action pour la démocratie européenne, le CESE a recommandé à la Commission d'ajouter un pilier spécial consacré à la participation de la société civile et des partenaires sociaux, ainsi qu'à la promotion de la démocratie au travail. Le CESE a dit regretter que ledit plan n'ait pas abordé le rôle important du dialogue social et de la négociation collective dans la réduction des inégalités et la promotion des idéaux démocratiques auprès des Européens. (ll)



«Ce n’est qu’en accroissant l’incidence de l’ICE que cet outil pourra rétablir le lien entre l’UE et ses citoyens»

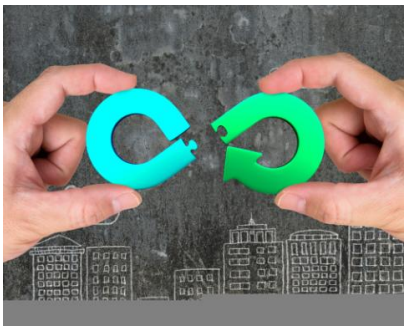
La 10e Journée de l’ICE, qui met à l’honneur l’initiative citoyenne européenne, s’est déroulée à titre exceptionnel en ligne et sur deux jours. Christa Schweng, présidente du CESE, Věra Jourová, vice-présidente de la Commission européenne, et Pedro Silva Pereira, vice-président du Parlement européen, ont dressé le bilan de cet instrument unique de la démocratie participative.

Dans ses observations liminaires, **Mme SCHWENG** a souligné que l’incidence constituait un élément essentiel de tout processus participatif: «L’absence d’incidence peut entraîner un sentiment de désenchantement, de désengagement et de frustration chez les citoyens.» Et d’ajouter: «Ce n’est qu’en accroissant la portée de l’ICE que cet outil pourra gagner en puissance et rétablir le lien entre l’UE et ses citoyens.»

À ce jour, depuis 2012, seules six initiatives sont parvenues à atteindre le seuil de signatures requis et leur effet s’est révélé assez limité et tardif. Toutefois, il existe des raisons d’être optimiste, puisque l’année 2021 a vu l’entrée en vigueur des deux premiers actes législatifs inspirés par des initiatives citoyennes européennes. Le premier est la **directive sur l’eau potable**, qui découle de **l’initiative «Right2Water»**; le second est le «**règlement sur la transparence**», qui fait suite à **l’initiative «Interdire le glyphosate»** et vise à augmenter la transparence et la qualité des études utilisées dans l’évaluation scientifique des substances.

Dans son message vidéo, **Mme JOUROVÁ** a mis en avant les changements et les améliorations apportés par le nouveau règlement relatif à l’ICE, entré en vigueur en janvier 2020. Mme Jourová a ensuite précisé que l’incidence réelle des ICE allait au-delà du suivi législatif: «Même les initiatives qui n’atteignent pas les dernières étapes formelles du processus peuvent aussi entraîner de multiples répercussions. Dès le moment où les citoyens lancent une ICE, ils font entrer dans l’espace public la question qui leur tient à cœur. Et cela engendre une prise de conscience et des effets.»

M. Silva Pereira a indiqué que le Parlement européen menait toujours les débats sur la manière de faire connaître l’ICE et d’améliorer son fonctionnement: «Il importe de s’assurer que si une initiative parvient à atteindre le stade final, elle sera dûment examinée et traitée comme il se doit.» (na)



Les pouvoirs publics des pays de l'Union devraient être tenus de recourir à des marchés publics circulaires

Avec des dépenses annuelles de 2 000 milliards d'EUR, soit environ 14 % du PIB global de l'UE, les pouvoirs publics sont le plus grand acteur de la consommation en Europe. Ils engagent leurs dépenses principalement au moyen d'appels d'offres publics, pour commander auprès d'entreprises les travaux, services et fournitures dont ils ont besoin.

Ces dernières années, des efforts considérables ont été déployés dans l'Union afin d'encourager les administrations publiques à adopter des modes de consommation plus durables, qui tiennent compte, au-delà des besoins à court terme, des incidences à long terme de chaque achat.

Depuis 2017, la Commission européenne a publié des orientations sous la forme de critères applicables aux marchés publics écologiques, introduisant progressivement des éléments d'économie circulaire afin d'assurer, dans les chaînes d'approvisionnement, une gestion de l'énergie et des matériaux en circuit fermé, tout en réduisant au minimum la production de déchets et les répercussions négatives sur l'environnement.

Ces mesures n'ont toutefois eu qu'un effet limité puisque leur application est facultative. Le CESE estime qu'il est temps d'introduire des **critères minimaux obligatoires pour les marchés publics écologiques** et de donner une forte impulsion à l'économie circulaire grâce aux directives sur les marchés publics et aux textes législatifs sectoriels.

Les marchés publics circulaires permettront aux administrations de ne plus se cantonner au critère du prix le plus bas lorsqu'elles réalisent leurs achats.

«Les marchés publics suscitent fréquemment la controverse, car les critères de sélection des projets sont trop souvent très étriqués et ne tiennent nullement compte des retombées d'un projet ni de son incidence tout au long du cycle de vie», explique **M. Wyckmans**, rapporteur de l'avis traitant de cette question. «Il conviendrait d'abandonner l'idée selon laquelle le prix le plus bas devrait être le seul critère d'attribution et de privilégier le "rapport qualité-prix", qui englobe l'innovation, la qualité des produits et des services, la durabilité, le caractère écologique et l'impact social.»

La Commission européenne a déjà mis au point un certain nombre de modèles permettant de calculer le coût du cycle de vie, auxquels les acheteurs peuvent recourir librement afin de comparer les produits et services lors de la passation de marchés. Ces outils permettent aux pouvoirs publics de prendre en considération les coûts d'un produit, d'une prestation de travail ou d'un service tout au long du cycle de vie, depuis l'achat jusqu'à la fin de vie, en passant par l'exploitation et la maintenance. Le CESE est d'avis que ces outils devraient désormais être actualisés afin d'inclure le coût du carbone.

Le CESE estime également qu'il est essentiel de veiller à ce que les **PME** aient la possibilité de soumettre des offres pour des marchés publics circulaires et d'obtenir l'aide dont elles ont besoin. Elles recèlent un potentiel considérable mais la complexité de la procédure risque de les en écarter. Elles ne peuvent participer à des appels d'offres locaux et centrés sur l'humain que si elles reçoivent le soutien nécessaire.

(dm)



Transparence des rémunérations: des mesures contraignantes sont nécessaires mais pas suffisantes pour réduire l’écart de rémunération entre les femmes et les hommes

Le CESE salue l’initiative de la Commission relative à l’obligation de transparence des rémunérations, mais estime que la proposition de directive devrait être renforcée à plusieurs égards et que des mesures supplémentaires doivent être prises pour s’attaquer aux causes profondes de l’écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

Dans son avis adopté le 9 juin, le CESE accueille favorablement la proposition de la Commission pour une directive relative à des mesures contraignantes en matière de transparence des rémunérations, qui aidera les travailleurs à faire appliquer leur droit à l’égalité salariale lorsqu’ils ont été victimes de discrimination en la matière.

Toutefois, le CESE considère que la proposition de directive doit être renforcée à divers égards, notamment les critères d’évaluation de la valeur du travail, la portée de certaines des obligations en matière de transparence, ainsi que le rôle des partenaires sociaux et de la négociation collective.

Une rémunération égale pour un travail de valeur égale

Le principe «à travail égal salaire égal» s’applique aux «catégories de travailleurs» qui, selon la proposition de la Commission, sont précisées par l’employeur. Le CESE estime qu’il est essentiel de mettre en place des mécanismes pour garantir que les catégories de travailleurs soient déterminées de manière neutre du point de vue du genre, avec la participation de représentants syndicaux et des travailleurs, conformément à la législation et aux pratiques nationales.

D’autres mesures ayant pour objectif de résoudre les problèmes structurels à l’origine de l’écart de rémunération entre les femmes et les hommes devraient également inclure la garantie de services de garde d’enfants adéquats et accessibles, des initiatives de sensibilisation, une meilleure représentation des femmes dans les fonctions de prise de décision et l’élimination des freins fiscaux à l’emploi des femmes. Cet article en ligne peut être consulté dans son intégralité ici. (na)



Le renforcement du rôle international de l'euro est essentiel pour conforter la position de l'Europe sur la scène mondiale

L'Union européenne (UE) doit fixer des objectifs économiques ambitieux pour renforcer l'euro. Cet objectif a encore gagné en importance compte tenu du rythme des mutations de l'économie mondiale et de la position actuelle de l'UE en matière d'innovation, de compétitivité et de promotion d'un environnement réglementaire favorable aux investissements.

Dans son avis adopté lors de sa session plénière de juin 2021, le CESE se félicite de la publication par la Commission de sa communication intitulée *«Système économique et financier européen: favoriser l'ouverture, la solidité et la résilience»*. Étant donné que la transformation consécutive à la pandémie modifie considérablement l'équilibre des forces économiques au niveau mondial, l'UE devrait agir rapidement pour accroître la résilience économique de l'Europe. Le CESE reconnaît notamment la nécessité de renforcer le rôle international de l'euro comme instrument cardinal pour conforter la position de l'Europe sur la scène mondiale.

Tomasz Wróblewski (groupe I, employeurs) était le rapporteur de l'avis du CESE. Il estime que la Commission devrait se concentrer davantage sur les raisons de l'affaiblissement du rôle international de l'euro. «La position globale de l'euro s'affaiblit, mais pas aussi rapidement que celle du dollar», a-t-il déclaré. «Cela ne change rien au fait que la position de l'euro est influencée par différents facteurs. Le premier est l'absence d'un marché commun intégré des services financiers. Sans l'achèvement de l'**union bancaire** et de l'**union des marchés des capitaux**, il nous sera difficile de concurrencer le dollar».

Le CESE recommande également d'accorder une plus grande attention à la croissance rapide de l'économie **chinoise** et plaide en faveur d'un plan d'action qui en tienne compte. Le yuan chinois connaît une montée en puissance dans le commerce et les comptes internationaux. En outre, la Chine travaille de façon intensive à sa monnaie numérique, devançant la plupart des autres pays en la matière. L'UE doit réagir rapidement et le CESE soutient dès lors la proposition de créer un euro numérique. «Dans ce domaine, l'Europe peut offrir des solutions plus attrayantes, compte tenu de notre engagement en faveur de la protection des données à caractère personnel et de la vie privée des utilisateurs», souligne M. Wróblewski. (na)



Plans nationaux pour la reprise et la résilience: le CESE plaide en faveur d'une réelle participation de la société civile organisée à leur mise en œuvre

La participation de la société civile organisée est loin d'être satisfaisante dans la plupart des pays de l'Union européenne (UE), a averti le CESE lors de la conférence annuelle de son groupe «Semestre européen», qui s'est tenue à distance le 31 mai.

La conférence sur le thème «Bâtir une Europe résiliente – La société civile et les plans nationaux pour la reprise et la résilience» a permis de recueillir les contributions des principaux intervenants des institutions de l'UE, des conseils économiques et sociaux nationaux, des groupes de réflexion et des organisations de la société civile de l'UE. Elle était axée sur trois sujets: la participation de la société civile organisée aux plans nationaux pour la reprise et la résilience (PNRR), la transition juste vers une économie européenne verte, numérique et durable, ainsi que la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux.

La présidente du Comité, **Christa Schweng**, a ouvert le débat en soulignant le défi que représente la transformation de cette crise en une gamme de nouvelles possibilités. Un défi particulier consiste à exploiter intelligemment le potentiel de la facilité pour la reprise et la résilience: *«La plupart des États membres n'ont pas engagé de consultations suffisantes avec la société civile organisée, ou l'ont fait trop tard»*, a-t-elle aussi fait observer. *«La situation telle qu'elle se présente actuellement se caractérise par une série de plans nationaux pour la reprise et la résilience qui varient considérablement en termes de qualité et de méthodologie, et au fond, nous nous demandons si ces plans répondent réellement aux besoins sur le terrain»*.

Tiziano Treu, président du Conseil économique et social italien (CNEL), a précisé que le rôle de la conférence sur l'avenir de l'Europe est de définir une nouvelle forme de gouvernance européenne, qui doit être simplifiée et rendue plus efficace, et qui doit comporter des règles appropriées pour garantir la participation de la société civile organisée.

Le vice-président du groupe «Semestre européen», **Luca Jahier**, a déclaré: *«Un "pilier des citoyens" renforcé, englobant la société civile organisée et les collectivités régionales et locales, dans le cadre d'une alliance avec les parlements nationaux, sera crucial pour veiller à ce que les processus de réforme et les investissements fassent l'objet d'un suivi approprié et débouchent sur la participation nécessaire des parties prenantes légitimes»*. (na)



Vers des systèmes alimentaires plus durables: la transition doit être inclusive et équitable, déclare le CESE

Afin de contribuer au sommet 2021 des Nations unies sur les systèmes alimentaires, le CESE a organisé, le 28 mai, une audition en ligne afin d'étudier les vulnérabilités et les inégalités des systèmes alimentaires européen et de déterminer comment parvenir à des chaînes d'approvisionnement plus justes et équitables. Des orateurs de haut niveau des Nations unies,

de la Commission européenne et du Parlement européen ont partagé leur point de vue sur les changements nécessaires pour consolider l'équité, la justice et une approche fondée sur les droits dans la transition vers des systèmes alimentaires plus durables.

La pandémie de COVID-19 a été un signal d'alarme appelant au changement. Bien que les agriculteurs et les travailleurs du secteur alimentaire se soient trouvés en première ligne de la crise de la COVID-19 et aient assuré l'approvisionnement ininterrompu en denrées alimentaires pour tous les Européens, «cette crise bien montré que l'acheminement des denrées alimentaires "de la ferme à la table" ne va pas de soi», a souligné **Andreas Thurner**, président du groupe d'étude thématique du CESE sur les systèmes alimentaires durables.

Au fil des ans, le CESE a élaboré plusieurs propositions et idées spécifiques qui peuvent être résumées en cinq séries de recommandations, pouvant alimenter le sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires:

I. Promouvoir des politiques alimentaires globales et intégrées

II. Promouvoir des régimes alimentaires plus sains et plus durables

III. Garantir des prix équitables et interdire les pratiques commerciales déloyales

IV. Renforcer le potentiel des chaînes alimentaires courtes et de l'agroécologie

V. Garantir la participation et l'engagement structurés de la société civile

---



L'écologisation des transports doit offrir des solutions réalistes

Le CESE soutient l'écologisation des transports, tout en soulignant que la transition énergétique doit être équitable et proposer des solutions de remplacement viables et réalistes, qui tiennent compte des spécificités économiques et sociales ainsi que des besoins de toutes les régions d'Europe, notamment des zones rurales.

Tel est le message principal de l'avis élaboré par **Pierre Jean COULON** et **Lidija PAVIĆ-ROGOŠIĆ**, adopté lors de la session plénière de juin du Comité. Dans son évaluation du livre blanc de 2011 sur les transports, qui vise à rompre la dépendance du système de transport à l'égard du pétrole sans sacrifier son efficacité ni compromettre la mobilité, le CESE adopte une position ferme.

Il n'est pas envisageable de limiter les modes de transport: l'objectif devrait être la comodalité, plutôt que le transfert modal. En outre, la transition écologique doit être socialement équitable et préserver la compétitivité des transports européens, l'espace européen des transports devant être pleinement mis en

œuvre dans le cadre du marché unique. Les retards à cet égard sont regrettables.

«Freiner la mobilité n'est pas possible. Nous soutenons toute mesure qui vise à rendre les transports plus efficaces sur le plan énergétique, et à réduire les émissions», a déclaré **M. COULON**. «L'Europe traverse une période de turbulences, mais cela ne doit pas aboutir à modifier les orientations concernant les attentes sociales et environnementales des différentes initiatives européennes.»

Le CESE est également favorable à un échange de vues ouvert, continu et transparent s'agissant de la mise en œuvre du livre blanc. «Le Comité attire l'attention sur l'importance de s'assurer d'obtenir le soutien de la société civile et des parties prenantes, notamment au moyen d'un dialogue participatif», a ajouté **M^me^ PAVIĆ-ROGOŠIĆ**. «Une bonne compréhension des objectifs stratégiques et une large acceptation de ceux-ci seront extrêmement utiles pour obtenir des résultats.» (mp)



Le CESE débat de la stratégie industrielle européenne actualisée

Le 17 juin, le Comité économique et social européen (CESE) et sa commission consultative des mutations industrielles (CCMI) ont tenu un débat animé sur les points de vue de la société civile organisée à la suite de la publication, par la Commission européenne, de la mise à jour de sa nouvelle stratégie industrielle. Les participants au débat, premier jalon d'une série d'activités communes des sections du CESE sur le sujet, se sont demandés si la stratégie actualisée contenait suffisamment d'éléments permettant de renforcer la résilience et l'autonomie stratégique de l'industrie européenne.

Le 5 mai 2021, la Commission a mis à jour la stratégie industrielle pour l'Europe pour faire en sorte que ses ambitions industrielles prennent pleinement en considération les nouvelles circonstances héritées de la crise de la COVID-19 et qu'elles soutiennent la transformation vers une économie plus durable, numérique, résiliente et compétitive sur la scène mondiale.

Le président de la CCMI **Pietro Francesco De Lotto**, qui a présidé le débat, a affirmé: «La pandémie de COVID-19 a accéléré de nombreux processus qui étaient déjà en cours. La vitesse à laquelle la société et l'industrie ont dû se lancer dans la transition numérique au cours des 16 derniers mois est sans précédent, et nous avons connu des changements spectaculaires, d'abord avec les chaînes d'approvisionnement, puis avec le matériel médical et, enfin, avec les vaccins.»

Alain Coheur, président de la section «Marché unique, production et consommation» (INT), qui a coprésidé le débat, a décrit en ces termes le contexte dans lequel se sont inscrits les travaux du deuxième groupe de discussion: «La crise a mis en lumière des thématiques qui n'étaient pas évoquées dans la première communication de mars 2020 sur la stratégie industrielle. Nous devons considérer cette crise comme une

occasion de doter l'Europe d'une autonomie industrielle.»

Antony Whelan, conseiller de la présidente de la Commission européenne, **Ursula von der Leyen**, pour les questions numériques, a affirmé, au moment de présenter les instruments utilisés par la Commission pour mesurer la dépendance de l'UE: «Lors de notre analyse ascendante, nous avons recensé un nombre extrêmement limité de domaines dans lesquels l'UE dans son ensemble se trouve dans une situation de dépendance préoccupante.»

Le CESE organisera une série de débats sur la stratégie industrielle sous la forme de sept webinaires. Le présent webinaire du 17 juin est le premier d'entre eux. Un débat de clôture de haut niveau est prévu pour mars 2022. (ks)



Des partenaires transatlantiques déterminés à passer à l'action

Le comité de suivi des relations transatlantiques du CESE s'est réuni quelques jours avant le sommet de haut niveau UE-États-Unis pour examiner une large palette de sujets essentiels pour la société civile, en premier lieu le changement climatique et les relations commerciales.

«Des signaux encourageants sur tous les plans sont émis des deux côtés de l'Atlantique», a déclaré **Christian Moos**, président du comité de suivi des relations transatlantiques du Comité économique et social européen (CESE).

David Livingston, haut conseiller de John Kerry, l'envoyé spécial du président des États-Unis pour le climat, a confirmé que le gouvernement actuel était désormais pleinement engagé à atteindre voire à dépasser les objectifs de l'accord de Paris. *«Il n'est pas acceptable pour les pays qui sont des acteurs clés que 2021 s'achève sans une mise à jour substantielle de leurs contributions déterminées au niveau national, lesquelles sont au cœur de l'accord de Paris»*, a-t-il ajouté.

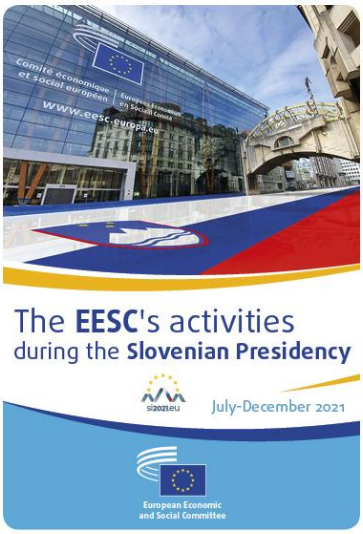
«La participation active de la société civile américaine, aux côtés de l'Union européenne et d'autres pays, a permis aux États-Unis de rester mobilisés malgré l'absence d'engagement du gouvernement précédent», a observé **Elina Bardram**, de la direction générale de l'action pour le climat de la Commission (DG CLIMA).

Emilie Bel, de l'*Atlantic Council*, a souligné que les Européens étaient prêts à mettre en place un programme commercial positif, mais sur une base équilibrée.

Marjorie Chorlins, de la Chambre de commerce des États-Unis, a affirmé qu'en dépit des turbulences politiques transatlantiques et de la récession provoquée par la COVID-19, les États-Unis et l'Europe restaient l'un pour l'autre le principal partenaire commercial. Il ressort du *Rapport 2021 sur l'économie transatlantique* qui été publié récemment que les deux partenaires représentent une fraction importante de

la consommation et du PIB mondiaux.

Enfin, **Tanja Buzek,** présidente du comité de suivi «Commerce international» du CESE, a souligné l'importance de l'engagement de la société civile en faveur d'une politique commerciale transparente, et la nécessité de coalitions fortes pour réformer l'OMC. (at)



Nouvelle publication: Les activités du CESE durant la présidence slovène – Juillet – décembre 2021

Au deuxième semestre 2021, la Slovénie exercera pour la deuxième fois la présidence du Conseil de l'UE. Et pour la deuxième fois à un moment critique pour l'Europe.

En 2008, l'UE affrontait la crise financière et aujourd'hui, elle est toujours aux prises avec les conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19. Aussi, il n'est pas surprenant que la préparation et la résilience de l'UE face aux crises, en particulier en matière sanitaire, figurent parmi les principales priorités de la présidence slovène, aux côtés d'autres enjeux stratégiques, comme la cybersécurité. C'est également au cours de la présidence slovène que devront être mises en œuvre une grande partie des tâches liées à la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Le CESE se réjouit de coopérer étroitement avec la présidence slovène, d'autant que nos priorités convergent: relance, transitions climatique et numérique justes et défense de l'état de droit sont également au cœur des travaux du CESE.

Cette brochure est disponible en EN, FR, DE et SL, sur le site internet du CESE. Des exemplaires imprimés peuvent être demandés à l'adresse vipcese@eesc.europa.eu.

NOUVELLES DES GROUPES



Le webinaire du groupe des employeurs sur la numérisation plaide pour une législation sur le numérique rural

Par le groupe des employeurs du CESE

À la suite de l'adoption récente, lors de la plénière de juin, des avis du CESE relatifs à la législation sur les marchés numériques et sur la législation sur les services numériques, le groupe des employeurs a organisé, le 14 juin dernier, un webinaire sur les «Défis de l'économie numérique et de la nouvelle économie européenne».

La numérisation transforme les sociétés et les économies. Les services numériques occupent une place croissante dans l'économie européenne et ils orientent l'avenir numérique de l'Europe, sachant que les évolutions dans ce domaine se sont encore accélérées sous l'effet de la crise de la COVID-10. La Commission a été particulièrement active lançant différentes initiatives visant à favoriser la souveraineté numérique de l'Europe, en garantissant un environnement en ligne sûr, équitable, ouvert et responsable pour ses citoyens, ou encore en libérant le potentiel de son marché unique numérique.

Toutefois, les progrès en matière de numérisation restent inégaux au sein de l'Union. De nombreuses collectivités rurales ou éloignées recherchent activement de nouvelles opportunités dans les services numériques pour doper la croissance économique, mais elles sont confrontées à des difficultés causées par l'insuffisance des infrastructures et des compétences.

Le webinaire, organisé sous les auspices de la délégation portugaise du groupe des employeurs du CESE dans le contexte de la présidence portugaise — laquelle a fait de cette question l'une de ses principales priorités —, avait pour objectif de contribuer au débat sur la manière de faire en sorte que les marchés et les services numériques soient adaptés à l'objectif poursuivi et qu'ils alimentent ainsi le processus législatif.

Intervenants et participants ont reconnu la nécessité de réduire la fracture numérique entre les villes et les campagnes grâce au déploiement de la fibre optique et de la 5G dans les villes aussi bien que dans les zones rurales, et ils ont plaidé en faveur d'une législation sur le numérique rural.

Pour ce qui est de l'infrastructure numérique, les employeurs européens demandent de pouvoir bénéficier de compétences. La transition numérique ne pourra devenir une réalité qu'à la condition que tous les Européens maîtrisent les compétences numériques de base et que nous disposions d'un réservoir suffisant de main-d'œuvre qualifiée dans ce domaine. Les employeurs ont insisté pour dire que, si l'on entend mettre sur pied une authentique union numérique, l'Union européenne et les États membres doivent tirer tout le parti possible des plans nationaux au titre du Fonds pour la reprise et la résilience, ainsi que la totalité des instruments de financement existants, qu'il s'agisse du programme pour une Europe numérique (PEN), d'InvestEU ou des Fonds structurels et de cohésion.

Les intervenants ont aussi rappelé qu'empêcher tout morcellement supplémentaire du marché unique numérique était une condition sine qua non pour que les firmes européennes puissent monter en envergure au sein de l'Union. Une législation harmonisée permettra aux entreprises européennes de ne pas devoir composer avec 27 systèmes juridiques différents et de bénéficier d'une sécurité juridique, d'une prévisibilité et de conditions de concurrence sur le marché qui soient équitables pour tous, notamment pour les PME, qui

occupent la grande majorité des plateformes numériques.

Outre un marché unique numérique à part entière, les entreprises européennes ont adhéré résolument à l'objectif essentiel de restaurer la souveraineté numérique de l'Europe, tout en maintenant l'ouverture au libre-échange et le soutien au système multilatéral. À cet égard, elles se sont félicitées des législations sur les services numériques et sur les marchés numériques, en tant qu'elles font partie intégrante de la réaction de l'Europe, s'agissant de créer, pour tous les services en ligne, des conditions de concurrence équitables, qui soient en concordance avec les valeurs et les normes européennes.

Cependant, elles ont rappelé que, pour devenir un acteur géopolitique qui pèse réellement sur la scène du numérique, l'Union européenne devait actionner simultanément le levier de son pouvoir réglementaire et celui du renforcement de ses capacités industrielles et technologiques, de manière à promouvoir le modèle européen en matière de numérisation et à modeler l'environnement mondial afférent.

Pour en savoir plus sur l'événement et les recommandations, veuillez cliquer ici (dv).



Contribuer à combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes avant 2104

Par le groupe des travailleurs du CESE

En moyenne, **les femmes gagnent 14 % de moins que les hommes en Europe**. **Si la situation s'améliore lentement dans certains pays, elle tend à se détériorer dans d'autres. Au rythme actuel, l'écart devrait être comblé au tournant du siècle prochain dans la moyenne des pays de l'Union européenne, mais dans certains pays comme la France, il faudra plus de 1000 ans pour y parvenir**.

L'écart s'explique par différentes raisons: la ségrégation sectorielle (les femmes étant surreprésentées dans les secteurs à faible rémunération); l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (les femmes consacrant plus de temps aux tâches domestiques non rémunérées); le plafond de verre (moins de 10 % des PDG sont des femmes); et la discrimination pure et simple, au mépris de la loi.

Pour contribuer à la lutte contre l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et en finir avec la discrimination salariale, la Commission européenne a publié une proposition relative à la transparence salariale, comprenant des mécanismes de mise en œuvre visant à renforcer l'application du principe d'un salaire égal pour un travail égal ou de même valeur. La proposition reprend le concept fondamental de **mesures contraignantes en matière de transparence des rémunérations** et prévoit aussi d'améliorer l'accès à la justice.

Si la transparence des rémunérations ne saurait être le seul outil pour lutter contre la discrimination salariale, pouvoir déceler des structures présentant des inégalités fondées sur le sexe est essentiel pour remédier aux écarts de salaires.

Le CESE a avancé des pistes d'amélioration de la proposition initiale de la Commission dans un avis où il appelle à renforcer la directive de sorte à ce que tous les travailleurs puissent bénéficier de ses avantages, et pas seulement les employés de grandes entreprises. La réussite des mesures proposées dépendra de l'engagement véritable des partenaires sociaux.

Garantir une rémunération équitable et en finir avec la discrimination salariale sont des objectifs clés pour protéger les droits fondamentaux de tous les travailleurs en Europe.



La liberté des médias ne peut être considérée comme acquise: elle doit être activement préservée

par Elena-Alexandra CALISTRU, membre du groupe «Diversité Europe»

Rares sont les endroits dans le monde où règne la solide tradition européenne consistant à défendre les valeurs de médias libres et indépendants. Toutefois, l'avènement de plateformes numériques, les tendances illibérales à restreindre l'accès à l'information, la menace croissante qui pèse sur les journalistes d'investigation et la crise engendrée par la COVID-19 exercent des pressions différentes mais simultanées sur l'écosystème qui permet à ces médias exceptionnellement libres d'exister et de remplir leur rôle démocratique.

Le CESE a récemment adopté un **avis** relatif à la communication de la Commission sur Les médias européens dans la décennie numérique – Un plan d'action pour soutenir la reprise et la transformation**.** Nous avons particulièrement apprécié la reconnaissance du fait que la combinaison des tendances de fond et de la crise de la COVID-19 est susceptible, en l'absence d'une réponse politique forte et d'un soutien financier à l'avenant, de nuire à la résilience du secteur des médias ainsi qu'à son rôle démocratique.

Les instruments proposés dans la communication couvrent une vaste gamme de mesures axées sur la reprise dans l'industrie des médias, la transformation de ce secteur et l'augmentation de sa résilience. Des mesures doivent être prises pour relever les défis structurels auxquels sont confrontées les industries de l'audiovisuel et des médias d'information, ainsi que pour favoriser un environnement propice à la participation des médias et de la société civile à un débat ouvert, exempt d'interférences malveillantes et de désinformation.

Toutefois, il y a lieu de tenir compte de plusieurs éléments importants si nous souhaitons que l'UE reste aussi propice que possible à la liberté des médias.

Premièrement, les mesures devraient tenir compte des réalités sociales qui sous-tendent les disparités dans le paysage médiatique et audiovisuel existant d'un État membre à l'autre, ainsi que de la taille et des besoins différents des médias locaux et nationaux. Le soutien financier doit donc être transparent, accessible et inclusif, en particulier en ce qui concerne les médias locaux et les jeunes entreprises médiatiques. Deuxièmement, la société civile doit devenir un partenaire de ce processus, afin d'autonomiser les citoyens, de renforcer la liberté médiatique et de lutter contre la désinformation au moyen de l'éducation aux médias.

Pour que le plan d'action européen en matière de médias soit une réussite, toutes les parties prenantes doivent participer aux efforts visant à reconnaître l'importance des médias pour nos valeurs démocratiques.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



Musée et lieu de mémoire de l'ESMA en Argentine: un symbole des droits de l'homme

Le groupe des travailleurs a présenté la campagne en faveur de l'inscription du musée et lieu de mémoire de l'ESMA en Argentine sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le musée et lieu de mémoire de l'ESMA en Argentine était un centre secret de détention, de torture et d'extermination qui a fonctionné de 1976 à 1983 durant la dictature argentine. Symbole de l'histoire du pays, il s'est aussi imposé comme une institution d'importance internationale qui a su réunir une somme considérable de preuves attestant de violations des droits de l'homme et de crimes contre l'humanité qu'il ne faudra jamais oublier.

La campagne pour faire de l'ESMA un site classé au patrimoine de l'UNESCO est soutenue par des organisations de défense des droits de l'homme, les syndicats du Mercosur et l'ambassade d'Argentine auprès de l'Union européenne.

La manifestation s'est tenue en ligne le 30 juin et a été retransmise en ligne sur la page web du CESE et sur ses comptes de réseaux sociaux. Vous trouverez davantage d'informations ici. (ck)



Une décennie de changement climatique dans les photos de Ciril Jazbec

Pour marquer le début de la présidence slovène du Conseil de l'UE, le CESE présente une exposition en ligne de Ciril Jazbec, photographe slovène primé, qui a remporté le prix Leica Oskar Barnack et est lauréat du prix World Press Photo 2021.

L'exposition de photographies virtuelle intitulée «Une décennie de changement climatique» présente une série de 25 photos qui s'inscrit dans le cadre d'un projet à long terme de l'artiste intitulé «Climate Change Resilience» («La résilience au changement climatique»).

Le vernissage officiel aura lieu le 8 juillet et prendra la forme d'un dialogue sur l'art (Live Art Talk) diffusé en direct sur Facebook et animé par **Cillian Lohan**, vice-président du CESE chargé de la communication, en présence de Son Excellence M^me^ **Tamara Weingerl Požar**, ambassadrice et représentante permanente adjointe de la Slovénie auprès de l'UE, de **Neža Repanšek**, membre slovène du CESE, et de l'artiste lui-même.

L'exposition en ligne se déroulera du 5 au 30 juillet 2021. Ne manquez pas l'occasion de venir l'admirer **ici**. (ck)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Aude Francois (af)
Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Fabiola Giraldo Restrepo (fgr)
Jasmin Kloetzing (jk)
June Bedaton (jb)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Magdalena Walczak Jarosz (mwj)
Nicola Accardo (na)
Pablo Ribera Paya (prp)
Sveto Trajkovski (st)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Katerina Serifi (ks)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

07/2021